

27 avril 2022

Fabienne Rioux-Gobeil

Coordonnatrice en développement durable

Ingénieurs sans frontières Québec (ISFQ)

Examens des politiques de gestion des risques environnementaux et sociaux et sur les changements climatiques d'EDC

Thématiques à aborder / Engagements prioritaires

Sobriété carbone : Encourager les clients à réduire leur consommation énergétique en général. La transition énergétique ce n'est pas que les énergies propres, il y a un deuxième volet tout aussi important qui concerne la diminution de la consommation, l'élimination de la surconsommation. Vous le dites vous-même dans la politique CC : vous voulez contribuer à la transition vers une économie sobre en carbone. Cela doit inévitablement passer par le déploiement des filières d'énergies renouvelables ET la diminution de la consommation. Les deux piliers de la transition énergétique devraient selon moi ressortir autant l'un que l'autre dans vos politiques.

Changement de comportements : Oui, pour réduire les émissions et protéger l'environnement, il y a les infrastructures et les technologies, mais il faut aussi encourager un changement de comportement en tant que consommateur... Le produit qui a l'empreinte carbone le plus bas est celui qu'on décide de ne pas consommer.

Services écosystémiques : Les services écosystémiques sont les biens ou services que les humains peuvent tirer, directement ou indirectement, du bon fonctionnement des écosystèmes pour assurer leur bien-être. La pollinisation animale est essentielle pour le rendement et la qualité de nombreuses plantes cultivées. EDC pourrait mettre de l'avant le fait que l'exploitation à outrance de certaines ressources naturelles mènera, à long terme, à plus de dépenses dans des infrastructures et technologies qui devront combler la perte des services qui étaient gratuitement fournis par les écosystèmes en place. Il faut penser sur le long terme et comprendre ce que la biodiversité et les écosystèmes apportent à l'humanité.

Compensation carbone : Peut-être aborder plus clairement les opportunités offertes par la compensation carbone et le marché volontaire. C'est d'autant plus important d'aborder ce thème que désormais, grâce au nouvel indicateur annuel mis au point par l'Institut de la statistique du Québec, nous pourrions mesurer la quantité de GES émise par chaque ménage québécois ici et ailleurs pour soutenir sa consommation annuelle de biens et services. On pourra donc tenir compte des émissions directes et indirectes (découlant de la fabrication des biens et de la production des services, dont le transport). Même si l'entreprise n'est pas soumise au système de plafonnement et d'échange de droits d'émissions (SPEDE) du Québec par exemple, il y a toujours possibilité d'entrer dans le marché volontaire, ce qui devrait selon moi être mentionné (tout en précisant que rien ne diminue plus les émissions de GES que de ne pas consommer).

L’empreinte numérique/sobriété numérique : Cette thématique serait particulièrement intéressante à aborder/survoler considérant que vous organisez un webinaire prochainement sur l’exportation grâce à la transformation numérique. Les impacts environnementaux du numérique sont peut-être difficiles à calculer et surtout difficiles à percevoir, mais ils sont pourtant bien réels. C’est essentiellement la phase de fabrication qui comporte la plus grande empreinte carbone en raison de l’extraction de métaux rares qu’elle requiert, l’utilisation et la contamination d’une grande quantité d’eau et la consommation d’énergie. La phase d’utilisation du numérique non plus n’est pas à négliger en raison de la consommation d’énergie pour les appareils utilisateurs. La fin de vie des appareils numériques aussi pose problème en raison de leur disposition. L’empreinte du numérique est comparable à celle de l’industrie de l’aviation (3,8% des GES mondiaux). Solutions : prioriser le réseau wifi plutôt que le 3,4,5G, privilégier audio plutôt que visio, privilégier des écrans moins grands, ne pas tomber dans le cercle vicieux de l’obsolescence programmée. <https://www.bl-evolution.com/sobriete-numerique-bonnes-pratiques-numerique-responsable/>

Pratiques et méthodes de divulgation/communication/dialogue/concertation

Approche multiniveau : S’inspirer des pratiques exemplaires internationales ET locales. Vous mentionnez à plusieurs reprises dans vos politiques l’importance de vous inspirer des meilleurs exemples d’initiatives à l’internationale, mais pourquoi ne pas aussi s’inspirer des initiatives locales et de ce que la société civile a à dire ? Parfois, même si c’est au niveau local, les initiatives peuvent avoir de grands impacts sur les effets de la crise climatique et c’est encore plus vrai lorsqu’elles ont l’occasion d’influencer des échelons supérieurs et de s’allier à une société d’État comme EDC. Il y aurait sans aucun doute un double bénéfice, soit l’élargissement du champ d’influence des initiatives locales/régionales et la prise en compte par EDC d’une perception complètement différente de la lutte aux changements climatiques que celle des grandes instances internationales. Dans son dernier rapport, le GIEC a par ailleurs mentionné l’importance de miser sur une approche multiéchelle, multiacteurs et multisectorielle. Le fait qu’une grande société d’État comme EDC se saisisse d’une telle approche contribuera à améliorer l’adéquation et la coordination entre les différents échelons de gouvernance. Voici quelques exemples d’initiatives locales et régionales :

- Front commun pour la transition énergétique : cette organisation a mis en place le projet « collectivités ZÉN Zéro émission nette » dont l’aboutissement est la carboneutralité du Québec. L’organisation propose une feuille de route pour la transition de toute la province du Québec, dont plusieurs éléments pourraient d’une part inspirer EDC dans sa propre route vers la carboneutralité et d’autre part, bénéficieraient du support d’EDC. [Front commun pour la transition énergétique – Pour une transition énergétique porteuse de justice sociale \(pouurlatransitionenergetique.org\)](https://www.frontcommun.org/)
- Le Réseau des femmes en environnement : puisque dans votre politique sur les droits de la personne, vous mentionnez vouloir prendre en compte les injustices vécues par certains groupes sociaux et les femmes, il serait intéressant de s’appuyer sur le travail de ce réseau. Effectivement, les femmes, de manière générale, vivent les effets des changements climatiques différemment, souvent plus intensément, et il pourrait être intéressant de participer à un réseau qui appuie les propos de plusieurs de vos politiques

en transversalité. [À propos de nous | Réseau des femmes en environnement \(reseaufemmesenvironnement.org\)](#)

- Mouvement écocitoyen UNEplanète : l'approche multiniveau comprend aussi l'intégration de la société civile dans le réseau d'acteurs. Les citoyens détiennent un savoir par rapport au territoire qu'ils habitent qui n'est pas négligeable et qui doit être pris en compte par les échelons supérieurs. [Mouvement écocitoyen UNEplanète | Facebook](#)

Améliorer la transparence : Pour ce qui est de l'obligation de divulguer toute information connue sur les incidences environnementales des projets de catégorie A, est-ce que ça ne devrait pas être ainsi aussi pour les catégories B et C ?

Consentir à publier un avis sur son site web pour aviser le public du soutien d'EDC envers un projet de catégorie A. Est-ce que le « public » est vraiment aviser lorsque l'information n'est que sur le site web ? Est-ce qu'il n'y a pas possibilité de fournir l'information sur les réseaux sociaux d'EDC (Facebook, LinkedIn) ? Comme le BAPE le fait via sa page Facebook, entre autres ?

Clarté : reconnaître qu'EDC accorde la priorité à certains enjeux afin d'accroître son influence, d'en faire bon usage et de réparer les torts...C'est très vague. Quels torts exactement ? Les torts causés par EDC ou par ses clients ou par la société en général ? Comment réparer ses torts ? Il me semble que ce sont de très grandes promesses et il m'est difficile de concevoir comment vous allez y arriver exactement.

Transversalité : Les changements climatiques affectent plus durement les droits fondamentaux de la plupart des groupes sociaux qui sont en position de vulnérabilité. Il serait donc important de faire un lien entre les politiques sur les changements climatiques et sur les droits de la personne. Les enjeux de ces deux politiques sont intimement liés.

Prise de position sectorielle : Cette prise de position est importante selon moi, mais devrait être accompagnée de propositions d'alternatives. Par exemple, le secteur des transports est l'un des principaux responsables d'émissions de GES, particulièrement au Canada. Il serait ainsi intéressant de prendre position par rapport aux transports qui sont les plus consommateurs, particulièrement l'avion, et ainsi aborder les alternatives en termes d'exportation qui sont les moins consommatrices afin d'influencer positivement les clients et partenaires, par exemple le bateau.

Initiatives/normes inspirantes :

Groupes de travail internationaux pertinents :

- **Réseau action climat** : Ces organisations travaillent en réseau afin de trouver des solutions aux changements climatiques, plus particulièrement aux émissions de GES, via des projets et des programmes de développement durable. D'ailleurs, vous parliez de concentrer davantage la politique sur les populations autochtones et les populations plus vulnérables, entre autres, et c'est un réseau qui inclut plusieurs groupes et coalitions qui défendent les droits des populations autochtones du Canada. Can-Rac Canada est d'ailleurs le seul organisme canadien qui lie les organismes du domaine de l'énergie, du climat et de l'environnement dans un réseau d'action.

- **Canadian Coalition on Climate Change & Development:** Ils organisent des évènements qui pourraient être intéressants pour les employés d'EDC comme : The reality of Canada's International Climate Finance. Ils visent à faire entendre la voix de la communauté du développement international dans le débat sur la réponse du Canada aux changements climatiques.
- **Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (Task force on climate-related financial disclosures) :** (Comptables professionnels agréés du Canada). Recommandations sur la gouvernance, la stratégie, la gestion des risques et les mesures et objectifs liés aux CC. <https://www.cpacanada.ca/fr/ressources-en-comptabilite-et-en-affaires/information-financiere-et-non-financiere/rapport-de-gestion-et-autres-rapports-financiers/publications/recommandations-gifcc>
- **Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE)**
- **Ceres :** travaille avec les leaders du marché des capitaux pour proposer des solutions innovantes à la crise climatique. Il y a un réseau d'entreprises, un réseau d'investisseurs. <https://www.ceres.org/climate/ambition2030>
- **The net zero Asset Managers initiative :** groupe international créé pour arriver à l'atteinte de l'objectif du zero net emissions. <https://www.netzeroassetmanagers.org/>
- **Race to Zero Campaign (ONU):** <https://unfccc.int/climate-action/race-to-zero-campaign#eq-4>

Questions :

- Cibles de réduction des émissions : Allez-vous ajuster vos cibles en fonction du dernier rapport du GIEC ? Un pique d'émissions d'ici 3 ans, est-ce possible pour EDC ?
- Comment comptez-vous encourager vos clients à rendre publiques leurs données sur le climat ? Surtout pour les clients à forte intensité de carbone, ça ne sera pas chose aisée. Il me semble que la démarche devrait être mieux expliquée.
- Peuples autochtones, populations vulnérables, etc. : Qu'est-ce que ça implique d'élargir sa Politique pour se concentrer davantage sur les clients dont les activités peuvent avoir une incidence négative sur les peuples autochtones ? Concrètement ? même chose pour les femmes et les travailleurs vulnérables.